

littéralement confondu par le prix du poulet et de la dinde et je me demandais comment les producteurs pouvaient vivre. Je ne trouverais pas trop dur de me nourrir pendant quelque temps de poulet et de dinde, au lieu de bœuf.

Je dirai, enfin, que le problème est réel et que nous devons l'attaquer et le résoudre, mais tous les Canadiens doivent en être convaincus et collaborer. Le ministre a fait tout ce qu'il peut actuellement, mais si la collaboration fait défaut en matière d'exigences salariales, nous devons simplement, un jour, fixer les loyers, les prix et les salaires.

**M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre):** J'aimerais tout d'abord féliciter le ministre et M<sup>me</sup> Basford de la naissance d'un héritier. Un tel événement mérite d'être souligné et nous de ce côté-ci anticipons le plaisir de recevoir des cigares de 5c.

Jamais je n'ai entendu des propos aussi arrogants et orgueilleux que ceux du ministre aujourd'hui qui prétend compatir de tout cœur avec les pauvres, avec ceux qui, dit-il, ne peuvent parler pour eux-mêmes et se protéger contre la hausse des prix. Voilà pourquoi cette motion a sa raison d'être surtout à un moment où le coût de la vie pèse lourdement à chaque Canadien. Elle arrive en temps propice vu que le gouvernement s'est complètement désintéressé du sort des Canadiens ordinaires qui doivent payer de plus en plus pour recevoir de moins en moins. Elle est opportune puisque les Canadiens se voient contraints de peiner plus durement pour rester où ils en étaient il y a un an ou deux. Les coûts assumés par le consommateur, le chef de famille, la ménagère et le salarié se sont accrus, tandis que les salaires n'augmentaient pas au même rythme. Personne ne le sait mieux que le ministre, mais personne ne s'en soucie moins que le premier ministre (M. Trudeau).

Quel sera l'effet de cette motion? Incitera-t-elle le gouvernement à agir? J'en doute. Le gouvernement doit être au courant de la situation, depuis trois ans que nous et les autres partis de l'opposition lui signalons la chose. Devant les taux d'intérêt élevés, les prix excessifs, les coûts croissants ainsi qu'une concurrence accrue provenant de l'étranger, le gouvernement a manifesté un manque total d'intérêt. Devant l'accroissement des prix à la consommation d'environ 14 p. 100 depuis trois ans, le gouvernement a peu fait pour indiquer qu'il était conscient du problème.

La formation du ministère de la Consommation et des Corporations s'est accompagnée de fanfares extraordinaires. Avec autant de

bruit, le ministre a formé un comité devant qui les témoins ont défilé, chacun en se disculpant. Quelque part, quelqu'un touche une ristourne. Le ministre n'a pas pu trouver qui c'est. Certes, le ministre lui-même ne peut prétendre que son ministère ait été un succès. Les faits et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Nous avons vu les plus grandes majorations de prix et de coûts que le Canada ait jamais connues en temps de paix. C'est tout dire. Le ministre ne peut démontrer que son ministère ait épargné au consommateur le moindre sou, ni qu'on puisse le moins du monde lui attribuer une stabilisation des prix. S'il l'avait fait, les consommateurs canadiens ne seraient pas dans la situation où ils se trouvent aujourd'hui.

• (8.20 p.m.)

Lorsqu'on considère toute la gamme des augmentations des prix et des coûts, on s'aperçoit qu'il n'y a guère de domaine où les consommateurs ne soient obligés de payer beaucoup plus, maintenant, qu'ils ne le faisaient lorsque le gouvernement a pris le pouvoir. Ce qui est tragique, ce n'est pas que le gouvernement soit resté inactif, mais qu'il s'en fiche royalement.

L'ancien ministre des Transports (M. Helmyer) ne croyait pas si bien dire, lorsqu'il a déclaré, dans une illumination soudaine, que le gouvernement était incapable de s'occuper des choses essentielles et pratiques. Je ne m'étendrai pas sur son homélie qui lui a valu l'admiration de tous les gens avertis, mais ce jour-là, il a vraiment mis le doigt sur la faiblesse du gouvernement. Dès le début, celui-ci n'avait aucun contact avec la population. Maintenant, il n'a aucun contact avec la réalité. C'est un gouvernement qui a consacré son temps et celui de la Chambre à courir après le feu follet des grandes idées médico-sociologiques alors que ceux qui l'avaient porté au pouvoir ne parvenaient pas à joindre les deux bouts.

La semaine dernière, tandis que les taux d'intérêt faisaient un nouveau bond, avec la bénédiction du gouvernement, le premier ministre (M. Trudeau) se préparait à tailler dans la constitution comme on découpe un poulet, et à la remettre tout apprêtée à l'Ontario et au Québec. Il y a deux semaines à peine, le ministre des Finances (M. Benson) nous a sorti un budget théorique, qui prolongeait la surtaxe inique de 3 p. 100 et gelait l'expansion de l'Ouest du Canada. Les vis-à-vis savent que c'est bien ce qui se passe. Ils nous ont sorti un budget en plastique, qui accompagnait une nouvelle constitution en plastique elle aussi, et maintenant ils nous